



## Présidentielle, va-t-on de nouveau changer de rythmes scolaires ?

Les candidats à la présidentielle François Fillon, Emmanuel Macron et Marine Le Pen entendent revenir au moins en partie sur la semaine de quatre jours et demi en primaire, rythme qui avait été imposé, non sans mal, par la réforme Peillon de 2013. Élèves de primaire / Gpointstudio - Fotolia

La réforme des rythmes scolaires, qui avait monopolisé une bonne part du débat éducatif lors de la première moitié du quinquennat Hollande, survivra-t-elle à une éventuelle alternance ? Les écoliers – à tout le moins une partie d'entre eux – vont-ils encore devoir s'adapter à un nouvel emploi du temps ? Ces questions se posent sérieusement, à en juger par les programmes proposés par certains des principaux candidats à la présidentielle. Sans prôner de bouleversements immédiats, François Fillon et Emmanuel Macron envisagent ainsi de laisser aux communes la possibilité d'appliquer ou non la semaine des quatre jours et demi, qui avait été supprimée par l'équipe de Nicolas Sarkozy en 2008 puis progressivement rétablie par la gauche à partir de 2013. Ce que proposent les candidats

Dans l'entourage du candidat Les Républicains, on estime que « cette réforme a coûté cher », en particulier aux communes, auxquelles incombe le financement d'activités après la classe. Elle a été « compliquée à mettre en place et elle est préjudiciable aux familles ». Il faut donc, plaide-t-on, « repartir du terrain », autrement dit, rouvrir la négociation sur les temps périscolaires, pour une application à la rentrée 2018. Emmanuel Macron, le candidat d'En Marche !, propose de son côté de laisser les acteurs locaux réfléchir « aux meilleures solutions » et « trancher en 2019 », moment où les communes – hormis les plus pauvres – ne bénéficieraient plus d'une aide financière pour la mise en œuvre des activités périscolaires. Marine Le Pen, elle, se contente de faire savoir qu'en cas de victoire, elle « reviendrait » sur cette réforme et déploierait une nouvelle organisation pensée « avec l'expertise de spécialistes ». Benoît Hamon maintient le cap

Au final, il n'y a guère que Benoît Hamon pour vouloir conserver les rythmes actuels. Le candidat socialiste qui, en tant qu'éphémère ministre de l'éducation, était parvenu sur ce dossier à trouver un semblant de consensus avec les maires, propose de renforcer de 25 % en cinq ans les aides aux communes populaires et rurales. Si une alternance politique devait conduire à laisser les communes libres d'appliquer ou non la semaine de quatre jours et demi (et les activités périscolaires – facultatives, pour les mairies comme pour les élèves – conçues comme son corollaire), celles-ci reviendraient-elles massivement sur l'organisation en place ? Ce serait prendre le risque de mécontenter à nouveau les familles, contraintes alors de s'adapter à un nouvel emploi du temps. Et ce, même si un sondage Ifop pour Midi Libre montrait l'an dernier que 57 % des parents avec enfant(s) scolarisé(s) étaient « plutôt défavorables » aux rythmes actuels. Des élèves plus fatigués et moins concentrés

Difficile d'anticiper les conséquences d'un possible assouplissement, donc, tout comme il est difficile d'évaluer les effets réels de la réforme pensée par la gauche. Certes, les activités proposées après la classe offrent à certains enfants de milieux défavorisés une ouverture culturelle ou sportive appréciable mais leur qualité s'avère extrêmement variable. De plus, la multiplication d'intervenants aux statuts différents peut aussi perturber les plus jeunes, en maternelle.

> À lire aussi : Rythmes scolaires, à chacun sa réforme

Par-delà les questions de coût (plus de 200 € brut par élève et par an selon l'Association des maires de France), il est également délicat d'apprécier la façon dont l'étalement des cours sur quatre jours et demi, avec des journées a priori allégées, influe sur la fatigue des enfants et leurs capacités d'apprentissage. Les chronobiologistes penchaient très clairement en faveur de ces neuf demi-journées hebdomadaires. Mais selon une enquête réalisée en 2015 par le syndicat SNUipp, trois quarts des enseignants considèrent que les activités périscolaires ont un impact « négatif » sur la forme et la concentration des élèves.

> À lire aussi : Les professeurs notent sévèrement la réforme des rythmes scolaires

Publicité Élèves de primaire / Gpointstudio - Fotolia